

Il existe à l'échelle mondiale des ressources en capitaux considérables pour le financement durable...

mais un déficit d'investissement appréciable persiste dans les pays en développement.

Les marchés des capitaux nationaux peuvent y remédier, mais se heurtent à des obstacles.

UNE AUBAINE POUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Les marchés financiers mondiaux, dont le montant total est évalué à 178 milliards dollars, sont l'un des moteurs les plus puissants de la croissance économique et de la création de richesse. Dans le même temps, les investisseurs sont de plus en plus disposés à financer des investissements durables qui agiront sur le développement. Le montant des actifs investis dans le développement durable - y compris les investissements tenant compte des considérations relatives à l'environnement, à la gouvernance et aux questions sociales (ESG) et ceux ayant une incidence sociale - a atteint 30,7 milliards de dollars en 2018, en hausse de 34 % par rapport à 2016.

Pourtant, le déficit d'investissement dans les infrastructures et dans l'action climatique des pays en développement s'élève chaque année à lui seul à quelque 3 milliards de dollars. Si l'on ajoute à ce chiffre les besoins insatisfaits des petites et moyennes entreprises (PME), le déficit de financement dans les pays émergents atteint 8 milliards de dollars par an.¹

- Les **prêts des banques commerciales** ne suffisent pas à combler ces déficits car de nombreux projets sont de trop longue durée, présentent trop de risques, ou ont une orientation de politique publique trop prononcée ; par ailleurs, les accords de Bâle III restreignent la capacité de prêt des banques.
- Le montant élevé de la dette publique, en devises notamment, limite l'action des **pouvoirs publics**.²

Les marchés des capitaux locaux peuvent contribuer à pallier ce déficit. Néanmoins, dans de nombreux pays en développement, ils sont confrontés à des défis importants - une base d'investisseurs insuffisamment développée, un nombre restreint d'émetteurs et d'instruments, des infrastructures coûteuses et inefficaces, des cadres réglementaires et institutionnels insuffisants par exemple. Même ceux qui sont ouverts aux investisseurs étrangers disposent rarement d'instruments compétitifs en monnaie locale. Ainsi, alors même qu'ils sont conscients de l'importance des marchés des capitaux, les responsables politiques ont besoin d'une assistance pour développer et entretenir des marchés des capitaux locaux performants.

¹ McKinsey, *Bridging Global Infrastructure Gaps*, June 2016; Climate Policy Initiative, *Global Climate Finance: An Updated View*, November 2018; SME Finance Forum, *MSME Finance Gap*, 2017.

² IMF, *Global Financial Stability Report*, October 2018.



PHOTO: TOM SAATER

Les pays émergents peuvent satisfaire leurs besoins de financement à long terme grâce à des marchés des capitaux locaux viables et performants qui :

- fournissent au secteur privé national une source de fonds propres et/ou de financement par la dette
- offrent aux investisseurs nationaux diverses possibilités d'investissement et de diversification des risques
- contribuent au financement de projets d'investissement public et, plus généralement, social sans augmenter la dette extérieure

J-CAP : AIDER LES PAYS À TIRER PARTI DES AVANTAGES DES MARCHÉS DE CAPITAUX FORTS

Le J-CAP est un **programme du Groupe de la Banque mondiale** lancé en 2017. Il repose sur les études économiques les plus récentes, un examen approfondi des points de vue du secteur privé, et l'expérience accumulée par le Groupe de la Banque mondiale partout dans le monde. Le J-CAP a pour ambition d'aider les pays à développer leurs marchés des capitaux.

Dans ce cadre, la Banque mondiale et IFC travaillent **en étroite collaboration afin d'élaborer** avec les autorités et les instances de réglementation **le cadre juridique et réglementaire** qui permettra d'améliorer le fonctionnement des marchés des capitaux et de favoriser ainsi le développement de leur activité. IFC a plus précisément pour objectif de procéder à **de nouvelles transactions, de mobiliser des co-investisseurs privés et de mettre en place les conditions nécessaires** pour que les investisseurs nationaux et internationaux puissent **reproduire ces opérations**.

Le J-CAP a pour éléments fondamentaux **un cadre stratégique et un plan d'action propres au pays**, établis en coopération avec les autorités nationales. Il programme les réformes nécessaires à l'échelon national, ainsi que les interventions du Groupe de la Banque mondiale, de manière à remédier à des obstacles spécifiques, à réduire les risques, et à garantir la rentabilité du projet pour les bailleurs de fonds.

Le cadre associe et coordonne les services de conseil de la Banque mondiale, son assistance technique et ses prêts à l'appui de réformes ; les investissements et l'émission d'obligations d'IFC ; et les garanties de la Banque mondiale, de la MIGA et d'IFC.

Les interventions dans les pays durent de trois à cinq ans, voire plus si besoin.

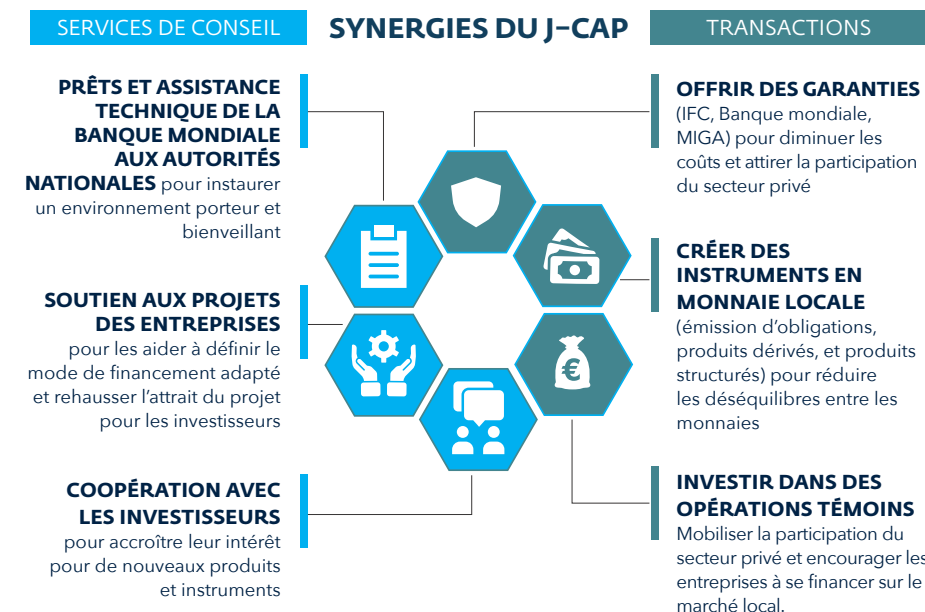




PHOTO: DOMINIC CHAVEZ

LES ACTIONS DU J-CAP À CE JOUR

Le J-CAP a été lancé avec un focus initial sur sept pays/régions – l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), le Kenya, le Bangladesh, le Maroc, le Pérou, l'Indonésie et le Vietnam – et deux autres pays (l'Argentine et l'Afrique du Sud) ont été sélectionnés pour participer au programme.

La **sélection** s'effectue selon une méthode quantitative et qualitative qui évalue les conditions préalables et le potentiel de développement des marchés de chaque pays candidat au J-CAP.

Des **diagnostics et plans d'actions** ont été établis pour tous les pays cibles, en coopération avec les autorités nationales. L'exécution du programme est bien engagée.

Les premiers résultats incluent :

Au **Kenya**, des prêts, une assistance technique et une aide consultative aux projets ont été fournis de manière coordonnée aux interlocuteurs publics et privés pour créer des fonds de dette d'infrastructure qui constitueront une nouvelle classe d'actifs pour le financement des infrastructures. Le programme a par ailleurs appuyé les mesures qui ont permis aux marchés des capitaux de financer la construction de logements abordables dans le cadre de la création de la Kenya Mortgage Refinance Company (KMRC).

Dans l'**Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA)**, le J-CAP a favorisé le financement de logements abordables, notamment par le biais d'une émission obligataire à 15 ans de la Caisse régionale de refinancement hypothécaire (CRRH). Entre autres domaines d'intervention, le programme s'emploie par ailleurs à élaborer les règles et règlements nécessaires à la titrisation, et examine la possibilité de procéder à des investissements qui feront appel aux marchés des capitaux locaux pour financer les PME.

L'AVENIR DU J-CAP

Le J-CAP est un programme **sélectif**, qui veille à ce que le Groupe de la Banque mondiale puisse apporter, moyennant de multiples instruments, l'aide durable qui est nécessaire.

Pour ce qui est des pays non-participants, chaque branche du **Groupe de la Banque mondiale continuera de leur fournir ses produits habituels** : diagnostics, services de conseil, assistance technique, investissements, et financements en monnaie locale. Ces interventions viseront à établir les conditions nécessaires au développement de marchés des capitaux locaux et à une participation éventuelle au J-CAP.



Pour toute question concernant le J-CAP, veuillez contacter le Secrétariat du programme à l'adresse suivante : J-CAP@WorldBankGroup.org.

Le J-CAP est rendu possible grâce au soutien des gouvernements de l'Australie, de l'Allemagne, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège et de la Suisse.



PHOTO: CEDRIC FAVERO



PHOTO: DOMINIC CHAVEZ

LE PROGRAMME CONJOINT POUR LES
MARCHÉS DES CAPITAUX DU GROUPE DE LA
BANQUE MONDIALE

J-CAP



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA

IFC Société Financière
Internationale